

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

SUBVENTIONS EN FAVEUR DU LOGEMENT DES ÉTUDIANTS - 2ÈME AFFECTATION POUR 2025

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	8
Annexe 1 : Convention type	9
Annexe 2 : Fiches projets	18
Annexe 3 : Fiche réaffectation	33

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet d'attribuer **8** subventions d'investissement correspondant à l'affectation d'un montant total de **3 606 359 €** d'autorisations de programme dans le cadre de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 modifiée relative à l'action régionale pour la production de logements.

Les affectations proposées correspondent à 7 nouveaux programmes et une réaffectation.

Les affectations, pour un montant total de **3 587 956 €**, relèvent du programme HP 555-004 (155004) « Action en faveur du logement des jeunes », action 15500403 « Logement des étudiants, des jeunes et des apprentis » et permettent la création de 617 nouveaux logements pour étudiants (251 PLUS, 366 PLS), offrant 628 places, et de 40 logements PLAI pour jeunes offrant 41 places, répartis comme suit :

	CP du 20/11/2025				Cumul exercice 2025			
	Nombre de logements		Nombre de places		Nombre de logements		Nombre de places	
	Etudiants	Jeunes	Etudiants	Jeunes	Etudiants	Jeunes	Etudiants	Jeunes
Paris	91		102		452	0	463	0
Seine-et-Marne					0	0	0	0
Yvelines					363		363	
Essonne	153		153		295		319	
Hauts-de-Seine	319	40	319	41	319	40	319	41
Seine-Saint-Denis	54		54		74		81	
Val-de-Marne					237		237	
Val-d'Oise								
TOTAL	617	40	628	41	1 740	40	1 782	41

Le détail des redevances est consultable au Secrétariat général (bâtiment Victor Hugo, 5^{ème} étage).

Les caractéristiques de ces opérations sont présentées dans les fiches projet en annexe 2 du projet de délibération.

Ce rapport propose également la réaffectation de **18 403 €** prélevés sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 555 « Logement social », programme HP 555-003 (155003) « Développement du parc locatif social », action 15500304 « Soutien à la production de logements locatifs sociaux ». Cette réaffectation correspond au solde de la subvention attribuée à la SA d'HLM Immobilière 3F par délibération n° CP 2019-502 du 20 novembre 2019 pour la réalisation de 10 logements PLUS et 10 PLAI situés ZAC Parc d'Affaires lot B2 à Asnières-sur-Seine et n'ayant pu être versé suite à une erreur matérielle des services de la Région (article 3 et fiche-projet en annexe 3 de la délibération).

Pour ce faire, il est nécessaire d'abonder de 18 403 € le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 555 « Logement social », programme HP 555-003 (155003) « Développement du parc locatif social », action 15500304 « Soutien à la production de logements locatifs sociaux », pour procéder à la réaffectation proposée ci-dessus à partir d'autorisations de programmes demeurant disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 555 « Logement social », programme HP 555-004 (155004) « Action en faveur du logement des jeunes », action 15500403 « Logement des

étudiants, des jeunes et des apprentis ».

Enfin, il vous est proposé de modifier la convention financière en faveur de la production de résidences conventionnées pour jeunes, apprentis et étudiants pour faire suite aux modifications du règlement d'intervention adoptées par délibération n° CP 2025-257 du 25 septembre 2025 (article 1 et annexe 1 à la délibération).

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 20 NOVEMBRE 2025

SUBVENTIONS EN FAVEUR DU LOGEMENT DES ÉTUDIANTS - 2ÈME AFFECTATION POUR 2025

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU la décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (notifiée sous le numéro C (2011) 9380) ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU les délibérations n° CR 132-09 du 26 novembre 2009 relative au schéma régional du logement des étudiants et n° CR 39-15 du 19 juin 2015 portant notamment actualisation du Schéma régional du logement étudiant ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 modifiée relative à la production de logements et à l'amélioration et simplification de la politique régionale en faveur du logement social ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2017-133 du 17 mai 2017 modifiée portant notamment approbation de la convention-type relative à l'aide régionale en faveur de la production de résidences conventionnées pour jeunes, apprentis et étudiants ;

VU la délibération n° CP 2019-502 du 20 novembre 2019 portant création de logements locatifs sociaux familiaux, jeunes et étudiants – 5^{ème} affectation pour 2019 ;

VU la délibération n° CR 2020-006 du 5 mars 2020 modifiée relative au plan régional pour la disparition des passoires thermiques dans le parc social et ouverture du contingent de logements sociaux régionaux aux policiers et surveillants pénitentiaires ;

VU la délibération n° CR 2020-048 du 19 novembre 2020 relative à la politique régionale en faveur du logement des jeunes et des étudiants ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2022-035 du 19 mai 2022 relative au bouclier social ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-045 du 25 janvier 2023 subventions pour es logements intermédiaires et les logements sociaux familiaux, jeunes et étudiants – 1^{ère} affectation pour 2023

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 portant diverses dispositions en matière de communication institutionnelle - 2^{ème} rapport 2023 – adoptant la Charte de visibilité ;

VU la délibération n° CR 2025-021 du 18 juin 2025 relatif au budget supplémentaire 2025 ;

VU la délibération n° CP 2025-131 du 19 juin 2025 relative à Oriane – Jeunesse et promesse républicaine ;

VU la délibération n° CP 2025-257 du 25 septembre 2025 relative à la production de logements étudiants - 1^{ère} affectation pour 2025 et adaptation du règlement d'intervention portant action régionale pour la production de logements sociaux ;

VU l'avis de la commission du logement et de l'aménagement ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-307 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la convention-type relative à l'aide régionale en faveur de la production de résidences conventionnées pour jeunes, apprentis et étudiants jointe en annexe 1 à la délibération en substitution de celle approuvée par délibération n° CP 2017-133 du 17 mai 2017 modifiée.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien régional à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants » de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 modifiée, au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 3 587 956 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type en investissement adoptée par l'article 1 de la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **3 587 956 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 555 « Logement social », programme HP 555-004 (155004) « Action en faveur du logement des jeunes », action 15500403 « Logement des étudiants, des jeunes et des apprentis » du budget 2025.

Article 3 :

Affecte une autorisation de programme de **18 403 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 555 « Logement social », programme HP 555-003 (155003) « Développement du parc locatif social », action 15500304 « Soutien à la production de logements locatifs sociaux » du budget 2025, pour permettre le versement du solde de la subvention attribuée à Immobilière 3F par délibération n° 2019-502 du 20 novembre 2019

pour la réalisation de l'opération décrite en annexe 3.

Article 4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets annexées à la délibération, en application de l'article 17 de l'annexe 1 de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Convention type

**CONVENTION RELATIVE À L'AIDE RÉGIONALE
EN FAVEUR DE LA PRODUCTION DE RÉSIDENCES CONVENTIONNÉES
POUR JEUNES, APPRENTIS ET ÉTUDIANTS**

N° «Dossier_Code»

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération n° 2017-133 du 17 mai 2017 modifiée,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : **«Bénéficiaire»**

dont le statut juridique est :

dont le n° SIRET est : «Code_SIRET»

dont le siège social est situé : «Adresse_administrative_Rue_partie_1»
«Adresse_administrative_Code_postal» «Adresse_administrative_Ville»

ayant pour représentant :

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

et

le gestionnaire dénommé : **«Nom_de_lorganisme_gestionnaire»**

dont le statut juridique est :

dont le n° SIRET est :

dont le siège social est situé :

ayant pour représentant :

ci-après dénommé « le gestionnaire »

d'autre part.

Ces derniers se déclarant solidairement responsables de la bonne application des clauses de la présente convention.

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional d'aide à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants adopté par délibération de l'assemblée délibérante n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 modifiée.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, et dans le cadre des dispositions prévues par l'article L411-2 du code de la construction et de l'habitation relatif à la qualification des opérations relevant d'un service d'intérêt économique général.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Région, par délibération n° «N_de_rapport_CP» du «date_CP», a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la «Objet_du_dossier», dont le descriptif figure en annexe à la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à «Taux_du_dossier» % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel

s'élève à «Montant_de_la_base_subventionnable» €, soit un montant maximum de subvention de «**Montant_proposé_de_la_décision**» €.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Article 2.1.1 :

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements nécessaires à la réalisation du programme visé en article 1 de la présente convention.

Il s'engage à respecter l'ensemble des dispositions de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 modifiée et de son règlement d'intervention et à signaler toute modification du programme de logements aidés, dès lors que la modification aurait pour effet de contrevenir aux conditions d'intervention prévues par la Région, telles que définies par la délibération susvisée ou d'impacter des éléments essentiels pris en compte pour l'instruction de la demande de subvention, notamment les montants des redevances.

Les bénéficiaires relevant du champ d'application de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée s'engagent à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Article 2.1.2 :

Le bénéficiaire s'engage à maintenir l'affectation sociale des logements visés à l'article 1 pendant une durée minimum de 25 ans, à compter de la réalisation du programme subventionné.

Le bénéficiaire s'engage à ce que les logements ayant bénéficié de l'aide régionale ne soient pas mis en vente, excepté à des organismes visés à l'article L 411-2 du code CCH, pendant une période minimum correspondant à celle visée à l'alinéa précédent.

Article 2.1.3 :

Le montant des redevances (loyer + charges + prestations annexes obligatoires) pour les résidences sociales pour jeunes, ou le montant des loyers et charges pour les résidences étudiantes, ne pourra pas être supérieur à celui indiqué dans la ou les grille(s) annexée(s) à la présente convention.

Les logements sont loués équipés et meublés.

Les loyers ou les redevances pourront être réévalués annuellement en fonction de la variation de l'indice INSEE de référence des loyers (IRL).

Le gestionnaire s'engage à ne demander aucun frais de quelque nature que ce soit comme présentant un caractère obligatoire en sus de la redevance ou de l'équivalent redevance tels que définis ci-dessus, et du dépôt de garantie :

- ni frais d'inscription au dépôt de la demande, ni frais de dossier à l'entrée,
- aucun frais ou honoraire pour rédaction de bail ou état des lieux, d'entrée ou de sortie.

Pour les gestionnaires associatifs, les cotisations ou adhésions ne sont admises que dans le cas d'une adhésion annuelle à l'association gestionnaire, ouvrant un droit de participation à ses instances (Assemblée générale, collège des résidents au conseil d'administration, etc.).

Article 2.1.4 :

Le bénéficiaire s'engage à transmettre, à la demande de la Région, tout document d'information portant sur le montant des loyers et des charges (ou redevances) et sur le

niveau de consommations énergétiques du programme. Les enquêtes de satisfaction auprès des locataires lui sont également transmises.

En outre il transmet, en lien avec le gestionnaire, à la commission communale ou intercommunale pour l'accessibilité aux personnes handicapées dans le ressort de laquelle se situe la résidence, ainsi qu'à la maison départementale des personnes handicapées, la liste des logements du programme livrés avec des équipements adaptés pour les personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite.

Article 2.1.5 :

- Pour les résidences pour étudiants :

Le gestionnaire s'engage à réserver le bénéfice des logements aux élèves et aux étudiants des établissements d'enseignement supérieur, des formations médicales, paramédicales et de travail social.

Les résidences étudiantes soutenues par la Région doivent accueillir en priorité les étudiants les plus modestes et notamment les boursiers, dont les boursiers des formations médicales, paramédicales et de travail social.

Pour la mise en œuvre de cette obligation, le gestionnaire concerné doit :

- d'une part, s'il n'est pas un CROUS, proposer un droit d'entrée effectif pour les étudiants du CROUS de l'académie concernée ; à cette fin, il se rapproche des services logement du CROUS et propose la mise en œuvre d'un partenariat par tout moyen (protocole, convention etc...) ;
- d'autre part, se mettre en relation avec le service du conseil régional en charge des formations sanitaires et sociales (Pôle transfert recherche enseignement supérieur et orientation réseaux - Direction des formations sanitaires et sociales) en vue de proposer la mise à disposition de logements aux candidats potentiellement intéressés.

Exception faite des étudiants relevant des formations sanitaires et sociales, en aucun cas, l'accès ne peut être réservé à une catégorie unique de résidents et tous cycles de formation doivent pouvoir être accueillis.

L'attribution des logements est ouverte sur la base de critères permettant d'assurer, dans chaque académie, l'accueil d'étudiants relevant des divers cycles de formation.

- Pour les résidences pour jeunes :

Les foyers de jeunes travailleurs et résidences pour jeunes actifs soutenus par la Région doivent favoriser l'accueil des apprentis, des jeunes en contrat de professionnalisation et des élèves des formations paramédicales et de travail social.

Exception faite des jeunes apprentis, des jeunes en alternance ainsi que des jeunes élèves des formations sanitaires et sociales, en aucun cas, l'accès ne peut être réservé à une catégorie unique de résidents et tous les cycles de formation doivent pouvoir être accueillis.

Article 2.1.6 :

Le contrat de location est passé directement entre le gestionnaire et les jeunes qui sont sous-locataires.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRES DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier «Nombre_de_stagiaires_négociés_à_recr» offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Les types de stages ou contrats concernés sont les stages étudiant et formation continue, mini-stages, stages lycées professionnels, stages d'observation, stages découverte, contrat alternance et tout autre type de stage ou contrat listé sur la plateforme. Une attestation de publication est générée par la plateforme. Cette obligation est remplie, soit dans le cadre de la présente affectation, soit dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mise en œuvre du dispositif 100.000 stages pour le chapitre 905-55 - secteur du logement social, négociée et signée avec la Région au titre de l'année d'affectation de la subvention.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Article 2.4.1 :

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de statuts, de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives,
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de l'exécution des obligations de la présente convention et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné,
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement

Article 2.4.2 :

En cas de cessation d'activité totale ou partielle du bénéficiaire, pour quelque cause que ce soit, les logements subventionnés par la Région doivent être cédés à un organisme poursuivant un même objet, dès lors que cette cessation d'activité est susceptible de mettre en cause l'affectation initiale desdits logements.

Le bénéficiaire s'engage à informer officiellement le repreneur de la totalité des obligations de la présente convention, à charge pour ce dernier de les appliquer sans exception, notamment en ce qui concerne le droit de désignation régional. Cette obligation est une condition essentielle de la cession. Il s'engage également à informer la Région par lettre recommandée avec accusé de réception, et à lui communiquer le nom, l'adresse et le statut juridique du repreneur.

Dans l'hypothèse où la subvention régionale n'aurait pas été versée en totalité et ne serait pas caduque au regard des dispositions du règlement budgétaire et financier régional en vigueur, un avenant de transfert de subvention peut être demandé par le repreneur et est soumis au vote de la commission permanente.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre des obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la Charte de visibilité régionale disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France ».

A la livraison, une plaque avec le logotype de la Région et la mention « Opération réalisée avec le concours financier de la Région Île-de-France » doit être apposée à demeure dans le ou les halls d'accès des bâtiments.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1^{ère} de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

En cas d'inauguration, le bénéficiaire s'oblige à en informer préalablement la Région et à recueillir son avis sur le projet de carton d'invitation et tout document s'y rapportant.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Art 3.1 : Caducité

Les règles de caducité sont celles mise en œuvre dans le cadre du règlement budgétaire et financier de la Région-Ile-de France en vigueur au moment de l'affectation de la subvention régionale et rappelé dans le cadre des différents documents comptables adressés par les services de la Région au bénéficiaire.

Art 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Art 3.2.1 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Art 3.2.2 : Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant du bénéficiaire ainsi que celle de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes si le bénéficiaire en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut, elle est remplacée par celle du trésorier du bénéficiaire.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est conditionné à la production d'un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal du bénéficiaire revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet du bénéficiaire et par le comptable qui certifie la prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document doit par ailleurs comporter la date de mise en service effective du bien financé par la Région.

Pour les bénéficiaires relevant du champ d'application de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, le versement du solde est subordonné en outre à la production d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionales des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la Région Ile-de-France.

Art 3.3 : Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle subventionnable engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué dans les divers documents comptables transmis par les services de la Région au bénéficiaire. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Art 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Exception faite de la charge foncière, le cas échéant, et des dépenses pré-opérationnelles visées à l'annexe 1 du règlement d'intervention approuvé par la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 modifiée, les dépenses subventionnables sont prises en compte à partir du vote de la subvention par la commission permanente, sauf autorisation de démarrage anticipé des travaux accordée par la commission permanente, et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la délibération d'attribution par la commission permanente de la subvention au bénéficiaire mentionnée à l'article 1.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2.1.2 ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives à la publication d'offres pour l'accueil de stagiaires ou d'alternants.

Pour les bénéficiaires relevant du champ d'application de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés telle que prévue à l'article 2.1.2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention - durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention).

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par la commission permanente.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent : la convention proprement dite et deux annexes (grille de redevance / fiche-projet).

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en trois exemplaires originaux,

Le

«Bénéficiaire»

Le

«Nom_de_l'organisme_gestionnaire»

Le «date_CP»

la Présidente du Conseil régional
d'Île-de-France

Annexe 2 : Fiches projets

**DOSSIER N° EX097762 - 91 - ORSAY - ZAC DU MOULON LOT BB4 RUE ANDRE RIVIERE -
RESIDENCE UNIVERSITAIRE DE 153 PLUS/PLS**

Dispositif : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants (n° 00000996)

Délibération Cadre : CR2017-02 modifiée du 26/01/2017

Imputation budgétaire : 905-555-20415342-155004-200

Action : 15500403- Logement des étudiants, des jeunes et des apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	13 198 907,00 € HT	5,79 %	764 217,00 €
	Montant total de la subvention		764 217,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS HABITAT OPH
Adresse administrative : 21B RUE CLAUDE BERNARD
75005 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur ERIC PLIEZ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'une résidence universitaire de 153 logements (61 PLUS/92 PLS) offrant 153 places, située Zac du Moulon (lot BB4) rue André Rivière à Orsay

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 -

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux afin de permettre l'ouverture de la résidence concomitamment à la rentrée universitaire

Description :

La résidence sera composée de 56 T1 et 5 T1bis PLUS et de 67 T1 et 25 T1bis PLS.

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :

Chauffage/ECS : chaufferie biomasse avec préchauffage par panneaux solaires thermiques

Certification/Label : NF Habitat HQE (RE 2020), bâtiment biosourcé

Le CROUS de Versailles assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de 373,16 € à 586,11 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant.

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION :

Calcul de la subvention :

13.198.907 € x 5,79 % = 764.217 €

Plafond : (61 places x 8.000 €) + (92 places x 4.600 €) = 911.200 €

Localisation géographique :

- ORSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	17 881 841,00	100,00%
Total	17 881 841,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	488 000,00	2,73%
Autres subventions publiques (CROUS)	1 500 000,00	8,39%
Subvention Région	764 217,00	4,27%
Emprunt CDC foncier	857 751,00	4,80%
Emprunt CDC travaux	8 844 542,00	49,46%
Autres emprunts (CDC PLS)	2 364 930,00	13,23%
Fonds propres	3 062 401,00	17,13%
Total	17 881 841,00	100,00%

DOSSIER N° EX097778 - 75 - PARIS - 96 BOULEVARD RASPAIL - RESIDENCE UNIVERSITAIRE DE 41 PLUS / 55 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants (n° 00000996)

Délibération Cadre : CR2017-02 modifiée du 26/01/2017

Imputation budgétaire : 905-555-20422-155004-200

Action : 15500403- Logement des étudiants, des jeunes et des apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	4 731 597,00 € HT	6,93 %	328 000,00 €
	Montant total de la subvention		328 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RIVP REGIE IMMOBILIERE DE LA VILLE DE PARIS
Adresse administrative : 11 AVENUE DE LA PORTE D'ITALIE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur David BELLIARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'une résidence universitaire de 41 logements PLUS, offrant 41 places, située 96 boulevard Raspail à Paris 6ème

Dates prévisionnelles : 1 avril 2025 -

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux afin de permettre l'ouverture de la résidence concomitamment à la rentrée universitaire

Description :

La résidence sera composée de 41 T1.

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :

Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain

Certification/Label : NF Habitat HQE (RE 2020)

Le CROUS de Paris assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de 480 € à 590 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant.

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION :

Calcul de la subvention :

4.731.597 € x 20 % = 946.319 €

Plafond : 41 places x 8.000 € = 328.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	9 033 255,00	100,00%
Total	9 033 255,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autres subventions publiques (Ville et Etat)	4 643 702,00	51,41%
Subvention Région PLUS	328 000,00	3,63%
Emprunt CDC foncier	1 798 719,00	19,91%
Emprunt CDC travaux	1 375 195,00	15,22%
Fonds propres	887 639,00	9,83%
Total	9 033 255,00	100,00%

**DOSSIER N° EX097876 - 75 - PARIS - 5 RUE DE L'ECOLE DE MEDECINE - RESIDENCE
UNIVERSITAIRE DE 18 PLS / 20 LGTS**

Dispositif : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants (n° 00000996)

Délibération Cadre : CR2017-02 modifiée du 26/01/2017

Imputation budgétaire : 905-555-20422-155004-200

Action : 15500403- Logement des étudiants, des jeunes et des apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	3 310 675,00 € HT	2,50 %	82 800,00 €
	Montant total de la subvention		82 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RIVP REGIE IMMOBILIERE DE LA VILLE DE PARIS
Adresse administrative : 11 AVENUE DE LA PORTE D'ITALIE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur David BELLIARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, sans charge foncière, d'une résidence universitaire de 18 logements PLS, offrant 29 places, située 5 rue de l'Ecole de Médecine à Paris 6ème

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2025 -

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux afin de permettre l'ouverture de la résidence concomitamment à la rentrée universitaire

Description :

La résidence sera composée de 6 T1, 3 T1', 7 T1bis, 1 T3 et 1 T4. Les T1bis, T3 et T4 permettront l'accueil de couples et de colocataires.

Les colocataires bénéficieront, au même titre que les autres résidents, des locaux communs et services de la résidence.

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :

Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain

Certification/Label : NF Habitat label niveau rénovation 150

Hénéo assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de 336,49 € à 655,47 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de

l'occupant.

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION :

Calcul de la subvention :

$3.310.675 \text{ €} \times 20 \% = 662.135 \text{ €}$

Plafond : $18 \text{ logements} \times 4.600 \text{ €} = 82.800 \text{ €}$

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	5 438 682,00	100,00%
Total	5 438 682,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Commune (attribuée)	450 000,00	8,27%
Subvention Action logement	160 000,00	2,94%
Subvention Région PLS	82 800,00	1,52%
Emprunt CDC foncier	1 225 147,00	22,53%
Emprunt CDC travaux	1 561 802,00	28,72%
Autres emprunts (prêt bancaire)	1 958 933,00	36,02%
Total	5 438 682,00	100,00%

DOSSIER N° EX097656 - 75 - PARIS 12 - RUE DE PRAGUE - RESIDENCE UNIVERSITAIRE - 32 PLS

Dispositif : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants (n° 00000996)

Délibération Cadre : CR2017-02 modifiée du 26/01/2017

Imputation budgétaire : 905-555-20422-155004-200

Action : 15500403- Logement des étudiants, des jeunes et des apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	3 156 220,00 € HT	4,66 %	147 200,00 €
	Montant total de la subvention		147 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RIVP REGIE IMMOBILIERE DE LA VILLE DE PARIS
Adresse administrative : 11 AVENUE DE LA PORTE D'ITALIE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur David BELLIARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation (hors charge foncière) d'une résidence universitaire de 32 logements PLS, offrant 32 places, située au 19 rue de Prague à Paris 12ème

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 -

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La résidence sera composée de 32 T1.

Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain

Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE - label Effinergie RE 2020 - niveau rénovation 150

Le CROUS de Paris assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de 605 € à 685 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : $3.156.220 \text{ €} \times 20\% = 631.244 \text{ €}$

Plafond : $32 \text{ logements} \times 4\,600 \text{ €} = 147.200 \text{ €}$

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	9 351 406,00	100,00%
Total	9 351 406,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Commune (attribuée)	2 000 000,00	21,39%
Subvention Action logement	300 000,00	3,21%
Subvention Région PLS	147 200,00	1,57%
Emprunt CDC foncier	3 065 620,00	32,78%
Emprunt CDC travaux	2 238 586,00	23,94%
Fonds propres	1 600 000,00	17,11%
Total	9 351 406,00	100,00%

**DOSSIER N° EX097865 - 92 - MEUDON - AVENUE DU MARECHAL JUIN - RESIDENCE
UNIVERSITAIRE 319 PLUS/PLS**

Dispositif : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants (n° 00000996)

Délibération Cadre : CR2017-02 modifiée du 26/01/2017

Imputation budgétaire : 905-555-20422-155004-200

Action : 15500403- Logement des étudiants, des jeunes et des apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	28 167 257,00 € HT	5,37 %	1 512 582,00 €
	Montant total de la subvention		1 512 582,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CDC HABITAT SOCIAL
Adresse administrative : 33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Anne-Sophie GRAVE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA (avec charge foncière), d'une résidence universitaire de 319 logements (95 PLUS / 224 PLS), offrant 319 places, située 9 avenue du Maréchal Juin à Meudon

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La résidence sera composée de 319 T1.

Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE – RE 2020
label bâtiment biosourcé niveau 1

Meecam (Studéfi) assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de 375,46 € à 663,44 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : $28.167.257 \text{ €} \times 5,37 \% = 1.512.582 \text{ €}$
Plafond : $(95 \text{ logements} \times 8.000 \text{ €}) + (224 \text{ logements} \times 4.600 \text{ €}) = 1.790.400 \text{ €}$

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- MEUDON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	33 203 951,00	100,00%
Total	33 203 951,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	190 000,00	0,57%
Subvention Région	1 512 582,00	4,56%
Emprunt CDC foncier	9 163 378,00	27,60%
Emprunt CDC travaux	13 737 843,00	41,37%
Fonds propres	8 600 148,00	25,90%
Total	33 203 951,00	100,00%

DOSSIER N° EX098215 - 92 - SAINT-CLOUD - QUAI DU PRESIDENT CARNOT - RESIDENCE POUR JEUNES ACTIFS - 40 PLAI

Dispositif : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants (n° 00000996)

Délibération Cadre : CR2017-02 modifiée du 26/01/2017

Imputation budgétaire : 905-555-20422-155004-200

Action : 15500403- Logement des étudiants, des jeunes et des apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	3 578 651,00 € HT	10,70 %	382 916,00 €
	Montant total de la subvention		382 916,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACIL HABITAT

Adresse administrative : 1 RUE DU SCORFF
35042 RENNES

Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré

Représentant : Monsieur Jean-Yves CARILLET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA (avec charge foncière), d'une résidence pour jeunes actifs de 40 logements PLAI, offrant 41 places, située 18 quai du Président Carnot à Saint-Cloud

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 -

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Chauffage/ECS : pompe à chaleur

Caractéristiques techniques : non certifiée (RT 2012)

La résidence sera composée de 12 T1, 27 T1' et 1 T1 bis (dont 1 logement en colocation)

Espacil Habitat assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de 344,76 € à 629,94 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : $3.578.651 \text{ €} \times 10,70 \% = 382.916 \text{ €}$

Plafond : $40 \text{ logements} \times 12.000 \text{ €} = 480.000 \text{ €}$

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- SAINT-CLOUD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	3 857 294,00	100,00%
Total	3 857 294,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	640 000,00	16,59%
Prime spécifique PLAI	240 000,00	6,22%
Subvention Action logement	280 000,00	7,26%
Subvention Région PLAI	382 916,00	9,93%
Emprunt CDC foncier	726 294,00	18,83%
Emprunt Action logement	1 588 084,00	41,17%
Total	3 857 294,00	100,00%

**DOSSIER N° EX097666 - 93 - LES PAVILLONS SOUS BOIS - 178 AVENUE JEAN JAURES -
RESIDENCE UNIVERSITAIRE 54 PLUS / 180 LGTS**

Dispositif : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants (n° 00000996)

Délibération Cadre : CR2017-02 modifiée du 26/01/2017

Imputation budgétaire : 905-555-20422-155004-200

Action : 15500403- Logement des étudiants, des jeunes et des apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	4 593 565,00 € HT	8,06 %	370 241,00 €
Montant total de la subvention			370 241,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LOGIREP

Adresse administrative : 127 RUE GAMBETTA
92150 SURESNES

Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré

Représentant : Madame Karine JULIEN-ELKAÏM, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA (avec charge foncière), d'une résidence universitaire de 54 PLUS, offrant 54 places, située 178 avenue Jean Jaurès aux Pavillons-sous-Bois

Dates prévisionnelles : 2 novembre 2024 -

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux afin de permettre l'ouverture de la résidence concomitamment à la rentrée universitaire

Description :

La résidence sera composée de 54 T1.

Chauffage/ECS : pompe à chaleur

Caractéristiques techniques : Certification BEE+, RE 2020 (Bbio RE 2020 -5%)

L'AREF assurera la gestion de la résidence. La redevance prévisionnelle s'établit à 474,64 € par personne. Ce montant pourra varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : $4.593.565 \text{ €} \times 8,06 \% = 370.241 \text{ €}$

Plafond : $54 \text{ places} \times 8.000 \text{ €} = 432.000 \text{ €}$

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- LES PAVILLONS-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	17 975 976,00	100,00%
Total	17 975 976,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Commune (attribuée)	750 000,00	4,17%
Subvention Région PLUS	370 241,00	2,06%
Emprunt CDC foncier	5 877 892,00	32,70%
Emprunt CDC travaux	8 579 207,00	47,73%
Fonds propres	2 398 636,00	13,34%
Total	17 975 976,00	100,00%

Annexe 3 : Fiche réaffectation

DOSSIER N° EX046947 - 92 - ASNIERES-SUR-SEINE - ZAC PARC D'AFFAIRES LOT B2 - 20 PLUS/PLAI/25 LGTS - REAFFECTATION DU SOLDE DE LA SUBVENTION

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires (n° 00000994)

Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Imputation budgétaire : 905-555-20422-155003-200

Action : 15500304- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires	3 184 569,00 € TTC	2,89 %	92 015,00 €
	Montant total déjà versé		73 612,00 €
	Montant de la subvention à réaffecter		18 403,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur BRUNO LUCA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLUS et 10 PLAI situés ZAC Parc d'Affaires lot B2 à Asnières-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2019 -

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Réaffectation du solde de la subvention votée par délibération n° CP 2019-502 du 20 novembre 2019 pour rectification d'une erreur matérielle des services de la Région.

Description :

La présente opération a fait l'objet, par délibération n° CP 2019-502 du 20 novembre 2019, d'un soutien régional d'un montant de 92 015 €. Deux acomptes, pour un montant total de 73 612 € ont été versés. Suite à une erreur des services de la Région, la demande de versement du solde, reçue dans les délais, n'a pu être traitée avant la date de caducité de la subvention. La présente fiche vise donc à réaffecter le solde de la subvention.

Présentation de l'opération (pour mémoire) :

Taux de logements sociaux : 21,04%

Source DRIHL Inventaire SRU 2016 / RPLS 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :

Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain

Certification/Label : NF Habitat RT 2012 -20 % Effinergie +

SURFACES UTILES:

Logements PLUS : 598,95 m²

Logements PLAI : 568,04 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)

Logements PLUS : 7,36 €

Logements PLAI : 6,54 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS

Calcul de la subvention : 1.634.459 € x 2,5 % = 40.861 €

Plafond : 10.000 € x 10 = 100.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.550.110 € x 3,30 % = 51.154 €

Plafond : 12.000 € x 10 = 120.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- ASNIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	5 453 179,00	100,00 %
Total	5 453 179,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	70 000,00	1,28%
Subvention Etat PLAI	100 000,00	1,83%
Prime spécifique PLAI	70 000,00	1,28%
Emprunt CDC foncier	1 830 000,00	33,56%
Emprunt CDC travaux	2 115 000,00	38,78%
Emprunt Action logement	636 000,00	11,66%
Fonds propres	540 164,00	9,91%
Subvention Région (montant versé au titre de 2020)	36 806,00	0,67%
Subvention Région (montant versé au titre de 2023)	36 806,00	0,67%
Subvention Région (affectation pour solde)	18 403,00	0,34%
Total	5 453 179,00	100,00 %